



Gestion de la Réserve de Biosphère de Yangambi en République Démocratique du Congo à l'épreuve des dynamiques d'installation des villages et campements (1939–2015)

Justin Kyale Koy, Alphonse Maindo Monga Ngonga et David Andrew Wardell

Abstract. – This study analyzes the factors of installation of villages and encampments around the Yangambi Biosphere Reserve (DRC) and the impact of this issue on its management. Among the factors that determine this phenomenon, the study revealed those of a political, economic, social, and religious nature. Logical consequences are a reduced distance between the reserve and the villages, demographic pressure, exploitation of natural resources by migrants, and questioning of any initiative to return migrants to their sites of origin. The integration of this phenomenon into public policies could contribute to the protection of this reserve. [DR Congo, Yangambi Biosphere Reserve, management, migrations, villages, encampments]

Justin Kyale Koy, docteurant à l'Université de Kisangani, République Démocratique du Congo. Il a publié des articles dans le domaine de gouvernance environnementale en général et des aires protégées en particulier. Email : kyalejustin@gmail.com

Alphonse Maindo Monga Ngonga, professeur de science politique à l'Université de Kisangani, République Démocratique du Congo. Il a publié des ouvrages et articles sur la violence politique, l'activisme des groupes armés, la gouvernance politique et environnementale.

David Andrew Wardell, chercheur senior au Centre pour la recherche forestière internationale. Ses publications portent principalement sur l'histoire et la gouvernance des ressources naturelles.

Introduction

L'installation des villages et campements autour des aires protégées (AP) s'inscrit aujourd'hui dans une problématique paradoxale entre l'accès aux ressources naturelles par les communautés locales

(CL) et la conservation de la biodiversité. Dans des régions où l'on rencontre les AP en Afrique, les flux migratoires des peuples ruraux convergent souvent vers leurs périphéries, car les ressources préservées les attirent, intensifiant par ricochet, le mélange des groupes ethniques (Ghisalberti 2011: 23) et l'installation des villages et campements. Les mouvements des peuples et les problèmes environnementaux qui en découlent, intéressent depuis quelques décennies la communauté scientifique. Cette thématique revêt un intérêt indéniable au regard de la diversité de facteurs environnementaux déclenchant lesdits mouvements. Les catastrophes naturelles, la sécheresse, la désertification et l'insécurité alimentaire constituent des causes souvent évoquées dans les travaux abordant cette thématique.¹ Ainsi, aux problèmes environnementaux, les populations apportent-elles une réponse migratoire (Dia 2010: 235). Sous cette perspective, on a vu apparaître dans la littérature scientifique, les concepts des "réfugiés écologiques", des "éco-migrants", des "réfugiés climatiques" ou des "migrants environnementaux", désignant les personnes fuyant leurs terroirs, suite à la détérioration des conditions environnementales.² Les acquis naturels sont plus dégradés

1 Pontié (1979); Diallo (1981); Mounkaïla (2002); Sidibé (2002); Daum et Dougnon (2009); Failler et Binet (2010); Ferragina et Quagliarotti (2014).

2 Gonin et Lassailly-Jacob (2002); Cournil et Mazzega (2006, 2007); Gemenne et Cavicchioli (2010); Ferragina et Quagliarotti (2014).

dans les zones à forte migration que dans celles dépourvues du phénomène migratoire (Endamana et al. 2007). Toutefois, dans le monde rural, la détérioration des conditions environnementales ne constituent pas le seul facteur déclenchant les mouvements migratoires (Ferragina et Quagliarotti 2014), même si après leur installation dans le milieu d'accueil, les migrants recourent aux ressources naturelles pour assurer leur survie.

Les récentes études, mettant en exergue l'impact des migrations humaines sur les AP, ont accordé une importance considérable sur les flux individuels ou collectifs, généralement des allochtones, des réfugiés ou des groupes armés, attirés par des ressources naturelles³ ou fuyant les conflits armés (Vlassenroot and Huggins 2004, Crawford and Bernstein 2008). L'impact de ces migrations sur l'augmentation de la population et la destruction de l'environnement est non négligeable. L'analyse de l'incidence des mouvements des villages sur les forêts classées, sous une perspective historique, accuse un certain déficit en République Démocratique du Congo (RDC) en général et dans la zone de la présente étude en particulier. Et pourtant, ladite zone a connu des migrations des peuples avant même le XVIII^e siècle. Ces anciennes migrations dont la région de l'Uélé (Bas-Uélé) constitue le site de départ de ces peuples, ont été décrites dans les rapports des administrateurs et agents territoriaux du Congo Belge⁴ ainsi que dans quelques études scientifiques,⁵ sans toutefois mettre l'accent sur leur incidence sur l'environnement. En outre, la littérature scientifique accuse une certaine défaillance sur l'impact de la dynamique d'installation des villages dans cette région sur la gestion de la Réserve de Biosphère de Yangambi (RBY). Cette dernière, créée en 1939 et reconnue en 1977 par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), n'avait pas connu dans son passé lointain la même dynamique d'installation des villages et campements l'environnant comme c'est le cas ces dernières décennies. Ainsi convient-il de souligner qu'à l'époque coloniale, l'installation des villages dans la région de cette AP était quasiment difficile, grâce à une administration effrayante et à un contrôle permanent, assuré par les gardes forestiers (INEAC 1941). Les vil-

ages placés à la veille ou quelques années après sa création étaient planifiés et regroupés par l'administration, soit autour des paysannats encadrés par les services étatiques,⁶ soit dans des enclaves indigènes, s'occupant de l'entretien routier (INEAC 1939). Cette planification était faite par l'autorité coloniale pour épargner la réserve des activités anthropiques. L'ampleur de la dynamique des villages et campements autour de cette réserve est un phénomène postcolonial. Depuis quelques décennies, le nombre des villages et campements ne fait qu'augmenter dans la région, au point de compromettre la conservation des ressources naturelles dans cette réserve. Les éco-migrants qui sont motivés au sens de Ferragina et Quagliarotti (2014: 190s), n'ont comme moyens d'existence que le recours à l'agriculture, à la chasse, à la pêche, à l'exploitation minière artisanale et à l'artisanat local. Cet état de choses, associé à la pauvreté de masse rurale et à l'évolution démographique dans la région, a certes, une incidence sur la gestion de cet espace représentant un champ d'intérêts divergents entre les acteurs, notamment étatiques et non étatiques. De ce fait, concilier la conservation de la nature et les besoins d'accès aux ressources par les migrants devient un sérieux problème, au regard d'un état de plus en plus démissionnaires dans ses missions régaliennes. Quels sont les facteurs occasionnant l'installation des villages et campements dans et autour de la RBY? Quelle en est l'incidence sur la conservation des ressources naturelles dans cette réserve? Telles sont les questions auxquelles, cette étude veut répondre.

1 Approche méthodologique

1.1 Description du site de recherche

La recherche a été réalisée auprès des membres de villages riverain de la RBY. Celle-ci est localisée au nord-est de la RDC, à environ 100 km, à l'ouest de Kisangani, dans la Province de la Tshopo (carte 1). Elle couvre une superficie légale évaluée à 225 000 hectares (INEAC 1939: 21–25). Ses coordonnées géographiques sont localisées entre 24°18' et 25°08' de longitudes Est et 00°43' et 01°08' de latitudes Nord, avec des altitudes variant entre 400 et 500 m. Après trois ans d'études de prospection, sa création comme une réserve floristique fut officialisée par l'Ordonnance n° 121

³ Mogba et Freudenberger (1998); Mogba, Freudenberger, Zanna et Missiso (1997); Ericson, Freudenberger et Boege (1999).

⁴ Demptine (s. d.); Marmite (1922); Debock (1922); Verbeke (1926); Brandt (1928); Lauwers (1930, 1932a, 1932b).

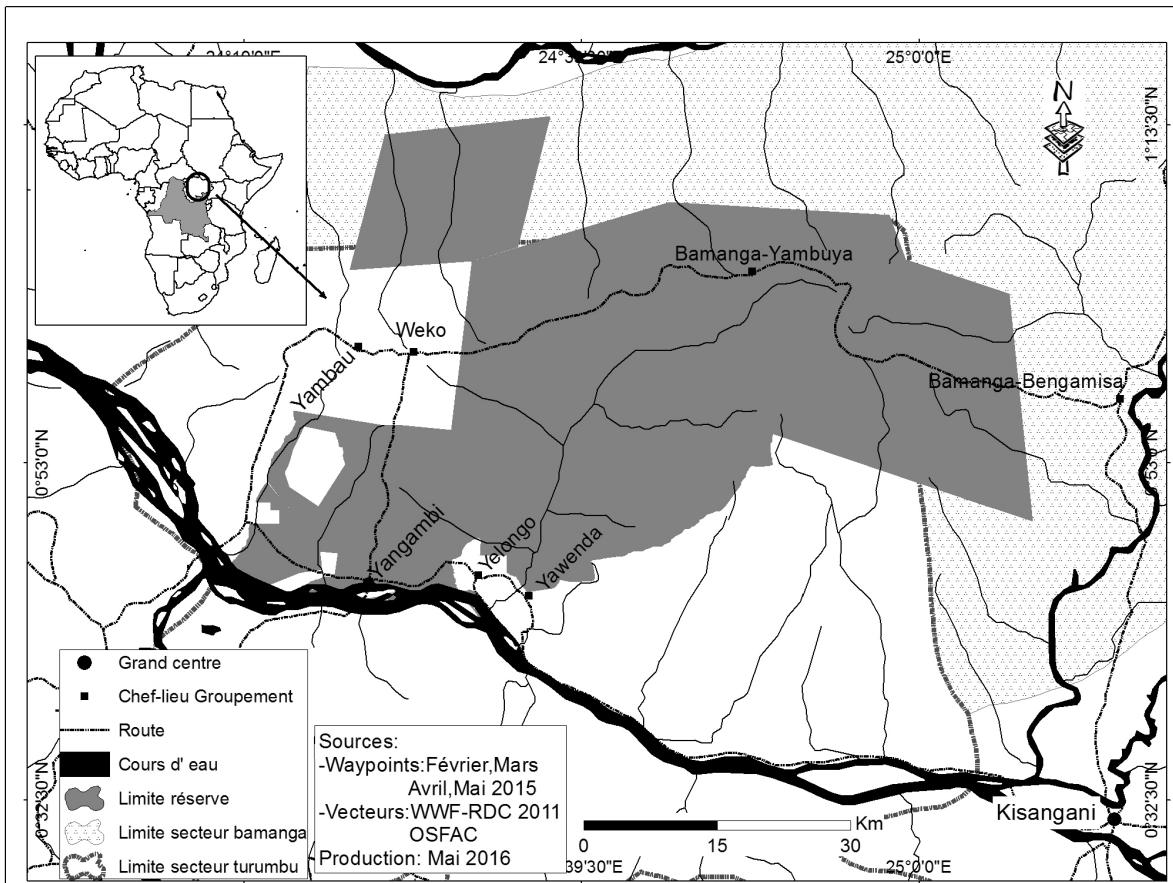
⁵ Moeller (1936); Béguin (1958); Walle (1990); Likaka (1998).

⁶ Henry (1951); Malengreau (1952); INEAC (1956); Jurion et Henry (1967); Monongo (1983).

Agri, du 25 novembre 1939. Elle a été reconnue officiellement par l'Unesco en 1977 grâce au certificat délivré par cette dernière. Située dans la zone équatoriale, la RBY connaît un climat du type Af de Köppen.⁷ Les fluctuations pluviométriques annuelles y varient entre 1 500 et 2 000 mm de pluies, auxquelles se joint une température moyenne de 24,9°C. Sa végétation est dominée par la forêt dense ombrophile et sempervirente. Sous l'angle hydrographique, la RBY est

⁷ La classification de Köppen est une classification des climats fondée sur les précipitations et les températures. C'est le botaniste Wladimir Peter Köppen qui l'a inventée en 1900 en combinant la carte mondiale de la végétation publiée en 1866 par Griesbach et la division du climat en cinq zones par de Candolle (cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Classification_de_K%C3%B6ppen).

principalement arrosée par des rivières et ruisseaux de trois grands cours d'eau (le fleuve Congo au sud-ouest, la rivière Aruwimi au nord, et la rivière Lindi à l'est). Ce réseau hydrographique constitue l'un des facteurs de sa richesse en biodiversité. Comprise entre les territoires d'Isangi et de Banalia, l'environnement humain de la RBY est constitué des peuples Turumbu et Bamanga, revendiquant l'autochtonie dans la gestion coutumière des terres. Toutefois, il sied de souligner que dans la cité de Yangambi principalement on rencontre des migrants œuvrant dans le secteur tertiaire. L'agriculture itinérante sur brûlis, la chasse, la pêche, la collecte des produits forestiers non ligneux ainsi que l'exploitation forestière et minière artisanale constituent des pratiques locales de survie de ces peuples.



Carte 1: Localisation du milieu d'étude.

1.2 Sources des données

Les données utilisées dans cette étude proviennent de la documentation (constituée essentiellement des archives historiques), des focus group et des interviews. Les archives, composées des rapports

des agents territoriaux du Congo Belge (1908–1960), des procès-verbaux des enquêtes ethnographiques, des correspondances et des études des peuplades de la région, ont été consultées au Musée Royal d'Afrique centrale –(MRAC) en Bel-

gique, aux Archives africaines du Ministère belge des affaires étrangères, commerce extérieur, coopération régionale et développement ainsi qu'à la Division provinciale de l'intérieur, affaires coutumières et sécurité à Kisangani. Les anciennes publications de l'INEAC, consultées aux bibliothèques de l'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomique au Congo (INERA) à Yangambi et à Kinshasa, du Laboratoire de biologie de bois de MRAC et du Jardin Botanique de Meise, en constituent également des documents de référence importants.

Les focus group ont été animés pour mobiliser les mémoires collectives des communautés villageoises sur leurs mouvements migratoires. Ces focus group ont été réalisés aux mois de février, mars, avril et mai 2015. Cette technique est adaptée à ces genres d'études car elle permet de confronter les divergences d'opinions des participants, en vue de déboucher sur un compromis (Moreau et al. 2004). Ce sont généralement les notables, les chefs locaux et les vieillards des villages qui constituaient les personnes auxquelles ces entretiens de groupe ont été administrés. La disposition sous forme de cercle a été adoptée pour éviter des considérations hiérarchiques susceptibles d'entraver la liberté d'expression entre le chercheur et les participants (Gavard-Perret et al. 2012: 102). Les interviews individuelles ont été également réalisées pour compléter d'autres informations. Ce sont des personnes ressources, n'ayant pas pris part aux focus group, qui étaient sollicitées à cet effet. Pour marquer les dates approximatives d'installation des villages et campements, l'étude a recouru à la notion de génération, comprise comme une période de 25 ans (Siffer 1915: 1s.; Béguin 1958: 16). Outre ces trois principales techniques, le recours au prélèvement des coordonnées géographiques à l'aide du récepteur de système de positionnement géographique (GPS) a été d'une grande importance dans la production des cartes de dynamique d'installation des villages.

La combinaison de sources des données correspond à une conception courante de la pratique ethno-historique (Trudel 2002: 137). Son apport consiste à valider les connaissances, eu égard aux limites que connaît chacune des sources utilisées. En effet, souvent dans les archives, quelques aspects de déformations des faits documentés sont récurrents. De même, la tradition orale ne remonte pas assez loin dans le passé, et son contenu se modifie généralement après des années (Marmite 1922: 1s.; Vansina 1987: 11). Les mémoires collectives se rappellent moins de manière exacte,

des faits passés il y a de cela plusieurs générations. Une certaine altération de la tradition s'observe surtout dans le contexte actuel de mutation du monde rural vers la modernité. En outre, les personnes qui étaient soumises aux enquêtes ethnographiques se comportaient différemment devant l'agent territorial de la colonie, selon qu'elles avaient une perception sur la récompense à l'issue de l'enquête. À titre d'exemple, une enquête réalisée en deux phases dans deux clans Turumbu (Yawalo et Kombe-Otole) en 1932 a donné deux versions contradictoires d'appartenance de ces derniers au peuple Yawenda. Les agents de l'administration territoriale de la colonie ont conclu en s'appuyant sur le fait que le souhait de devenir indépendant pour bénéficier des médailles du pouvoir coutumier était à la base de cet état des choses (Lauwers 1932a/b: 1s.). À cela s'ajoute l'incompréhension des langues entre l'homme blanc et l'indigène, entraînant la déformation des noms des peuples, des lieux et des rivières. En dépit de ces limites, les sources orales représentent un matériau scientifique indispensable pour appréhender l'histoire des peuples n'ayant pas connu l'écriture.⁸

1.3 Sélection des villages et campements échantillonnes

La sélection des villages et campements constituant l'échantillon de cette étude était fondée sur le critère de leur proximité avec la réserve (moins de 10 km). Cette dernière étant entourée d'une centaine de villages, l'étude n'a été réalisée de façon raisonnée que dans 41 villages et 40 campements. Il a été difficile de tenir compte des campements occasionnels, à cause de leur caractère très dynamique. C'est auprès des habitants de ces entités que les focus group et les interviews individuelles ont été réalisées. D'où viennent les habitants des villages étudiés avant d'occuper leurs villages environnant la RBY? L'analyse de leurs sites transitoires fournit la réponse à cette question.

2 Dynamiques transitoires de migrations de grands ensembles

Parlant des dynamiques transitoires des migrations, l'allusion est faite aux flux migratoires intervenus dans la région, peu avant l'emplacement actuel des peuples Turumbu et Bamanga.

⁸ Grenand (1980); Baillargeon (1993: 53); Halbwachs (1997: 295).

2.1 Les Turumbu: une dynamique migratoire nord vers le sud-ouest de la RBY

Ces peuples seraient venus de la Basse Itimbiri (région de Likati), sous la crainte des Azandé avec qui ils entrèrent en guerre (Walle 1990: 24–29). Après avoir traversé plusieurs rivières sous le commandement de Lowangi, ils s’installèrent entre le fleuve Congo et la rivière Aruwimi, près de la rive gauche de celle-ci (Demptines. d.: 1–4). Ils se scindèrent en deux groupes: l’un resta dans la région de Yamokanda avec Lowangi, et l’autre, conduit par Mutumania, frère cadet de Lowangi, s’enfonça dans la forêt, loin de la rivière Aruwimi. Cette dynamique serait à l’origine de la séparation entre les Turumbu du territoire de Basoko et ceux du Territoire d’Isangi. La présente étude s’intéresse particulièrement aux Turumbu d’Isangi, repartis dans quatre groupements (Yelongo, Yambau, Yawenda et Weko). Continua son déplacement dans la forêt, le groupe de Mutumania s’installa à la source de Lobilo, non loin de l’actuel village de Bakobi (52 km de Yambelo – Basanga 2015). On pourrait remonter la période de leur présence dans cette région avant 1887 dans la mesure où les arabes qui envahirent le bassin de la rivière Aruwimi à la même époque, en provenance de Basoko, les rencontrèrent à cet endroit (Brandt 1928: 1–3; Moeller 1936: 31). Ces derniers nommèrent leur village “Miti ya ndeke” (Basanga 2015) – en swahili, langue reprendue dans la région par les arabes –, traduit littéralement par “arbre d’oiseaux”. C’était un village installé sous les arbres sur lesquels on retrouvait beaucoup de nids d’oiseaux, particulièrement des éperviers. Confrontés aux conflits avec les voisins Bamanga et Bangelema, les Turumbu descendirent la rivière Lubilo jusqu’à ses confluents avec les ruisseaux Bongale à gauche et Lokeli à droite, non loin de l’actuel village de Lokeli I (Lauwers 1930: 2). Les marécages n’ayant pas favorisé leurs activités de survie, les membres des groupements Yelongo et Yambau décidèrent de quitter cet endroit, au profit de leurs frères de Yawenda. Cependant, la rivière Lubilo y constitua un obstacle qu’ils auraient franchi grâce à la poursuite des éléphants. Ils nommèrent ce lieu de passage “*Lisase li ya bongomu*”, traduit littéralement par l’endroit où la rivière n’est pas profonde (Basanga 2015). Ils prirent la direction vers la source de la rivière Boonde, non loin de l’emplacement actuel des villages Yanguma, Yalinga, Yalofa et Yakombe (Van Wambeke et Evrard 1954: 9). Comment les clans de Yelongo se sont-ils retrouvés au bord du fleuve Congo? L’on ignore encore les causes réelles, doc-

umentées par les archives. Toutefois, la tradition orale raconte que les disputes entre les quatre fils de Yelongo, autour de l’héritage des biens de leur père, seraient à l’origine de cette migration.⁹ Après le partage desdits biens, le fils aîné, Botike (ancêtre commun des villages Yaselia, Yalungu et Yakpondi), descendit la rivière Isalowe, puis s’installa quelque temps près de son confluent avec le fleuve Congo, avant de prendre la direction en amont de ce dernier. L’autre fils, Libua, souhaita garder les jachères de son père, resta au même endroit, non loin des villages Yanguma, Yalinga, Yalofa et Yakombe. Bokau et Yaisiko descendirent la rivière Boonde, puis se dirigèrent vers la route Yambau-Lilanda, à la suite d’une érosion causée par “*monama*”, arc-en-ciel assimilé à un serpent à deux têtes, d’après une explication légendaire (Basanga 2015). Lorsqu’on analyse l’emplacement de ces villages du groupement Yelongo, l’on constate que cette tradition orale, reprise dans les procès-verbaux et les rapports d’investiture des chefs locaux, reste conforme à la réalité (Avo Eka 2014; Bonane Mambembe 2014). La constitution des clans de ce groupement a tenu compte de cette configuration géographique, dans la mesure où le village Bokau, situé entre les villages du groupement Yambau, est soumis à l’autorité coutumière de Yelongo. C’est également le cas du village Yakako II, localisé dans le groupement Yawenda, mais dépendant administrativement et coutumière de Yelongo.

Les Turumbu du groupement Yawenda restèrent dans la forêt entre Bongale et Lubilo (à environ 30 km de l’emplacement actuel du village Bosukulu I) jusqu’à 1923 (Lauwers 1930: 1s.). Ils auraient quitté cet endroit pour s’installer au bord du fleuve, sous la contrainte de Badjoko. Les clans de ce groupement connurent des dynamiques de déplacement orientées vers l’amont du fleuve Congo jusqu’à son confluent avec la rivière Lindi, à environ 15 km de Kisangani.

Van Wambeke et Evrard (1954: 9) notent que, “les habitants du groupement Yambau, qui occupèrent anciennement la vallée du ruisseau Lobuye, ont migré vers l’Ouest jusqu’au village actuel de Yambau”. Cependant, avant d’occuper ladite vallée, Moeller (1936: 202) souligne qu’ils avaient habité la haute Lobilo. De ce fait, ils ont habité avec les Yelongo et les Yawenda qui sont venus du même lieu. À leur arrivée à Yambau, ils ont reçu les Bangelema venus du territoire de Basoko avec qui ils formèrent un même groupement

⁹ Focus group avec les habitants du village Yakombe, Yakombe, le 11 mars 2015.

(Bosala Selenga 2015). Ce point de vue est aussi confirmé par Moeller (1936: 202) en ces termes: les Yambau “ont adopté … les Olembe, … venant de l’Aruwimi”. Les Yaigoli (ou Yayoli) et une famille Topoke, appelée Yangole, figurent parmi les clans adoptés par les Yambau.

Les habitants du groupement Weko, constitués de petits clans allochtones dans la région, dont le plus important est Yatonga, sont venus de Likombe, village situé dans le territoire de Basoko, fuyant les disputes fratricides.¹⁰ Ils ont migré du nord vers l'est et se sont installés près de la rivière Lokaye, affluent de la Lotole (Van Wambeke et Evrard 1954: 9). Tonga, chef de ce groupement, note que “les ancêtres de Weko se sont déplacés sous la conduite de Bolila. Le frère de ce dernier, pourchassa l’éléphant, l’abattit près des villages d’Okongo et Botalu. Il offrit la bête à ces derniers, faute des siens, restés loin dans la forêt. Il sollicita ensuite la place pour s’installer avec ses frères, dans l’emplacement que ce groupe occupe actuellement” (Tonga 2015). Si l’on confronte la tradition orale racontée par Tonga, chef de ce groupement et des sages, avec les écrits de Moeller (1936: 202s.), on peut tenter d’y croire dans la mesure où ce dernier montre presque la même ligne migratoire en ces termes: “les Yatonga, d’origine Mongelima, sont venus de la Bakea, affluent de l’Aruwimi, mais ont adopté les coutumes des Turumbu. Ils se reconnaissent comme frères, des familles absorbées par d’autres chefferies (les Yafulu chez les Bokau de Yelongo et les Olembe chez les Yambau). Ils auraient rencontré dans leurs migrations, les Yaotalu, d’origine Mongelima de Yambuya; les Yalikito, d’origine Bambole de Yaniongo; les Yaliomba, apparentés aux Mongelima de Basoko; les Okali, d’origine Mongelima. Leur enracinement dans le milieu est fondé sur les intermariages avec les peuples qu’ils ont rencontrés dans la région de Yangambi”.

Les peuples de Yawenda, constitués de trois sous-clans (les Busukulu, les Yangaka et les Yosala), viennent de la rivière Lubilo (Lauwers 1930: 1–3). Les Yaosala quittèrent d’abord ce site et prirent la direction vers le sud-est jusqu’au confluent du fleuve Congo et de la Lindi où ils s’installèrent non loin de la mission de Baptist Missionary Society (BMS), située à l’actuel village Yakusu. Les Yangaka quittèrent ensuite et prirent la direction vers le sud où ils débouchèrent sur le fleuve, en aval de Yanonge. Les Busukulu quittèrent enfin en 1923, sous le régime de

soumission collective, et s’installèrent au bord du fleuve. Ils adoptèrent les clans Bahulu d’origine Bamanga, les Yandimbia venus de Yalikandja et les Yaondolo d’origine Topoke. Si l’on analyse le rapport d’enquête de Lauwers, administrateur du territoire d’Isangi à cette époque, on se rend compte que beaucoup de déclarations sont conformes à la réalité, sous l’angle de dispersion des Turumbu de Yawenda dans la région. Environ 86 ans après la production dudit rapport, la même configuration géographique s’observe dans ce groupement. Cependant, rattacher l’appartenance du clan Yaondolo au peuple Topoke reste aujourd’hui sujet de controverses avec la tradition orale rependue dans le milieu. En effet, tout en reconnaissant leur ancienne origine à la chefferie de Yalikandja, les Yaondolo soulignent qu’ils sont d’origine Bambole et non Topoke.¹¹ Une certaine incompréhension serait introduite lors de l’enquête, car selon Moeller (1936: 198s.), les Chefferies Yalihila et Yalikandja se reconnaissent d’origine Bambole; “on les appelle ‘foma’, gens de terre, opposés aux Lokele, gens de l’eau, ‘liande.’ Ils ont [d’ailleurs] gardé la langue, [la batterie de] … gong [et] les coutumes des Bambole … [tout en évoluant] sous l’influence des Lokele, dont ils ont pris notamment le tatouage”. Toutefois, il sied de noter que dans ces chefferies on rencontre les clans d’origines diverses parmi lesquels on note les Topoke, les Lokele et les Bambole.

Dans leurs dynamiques migratoires dans la région de Yangambi, les Turumbu ont rencontré d’autres peuples avec qui ils ont soit livré des combats, soit tissé des alliances. L’un de ces peuples avec qui ils partagent les limites de la RBY est le peuple Bamanga.

2.2 Les Bamanga, peuples hétérogènes et migrations multiaxes

De prime abord, il est difficile d’identifier les Bamanga par un ancêtre commun. Peuplant la région de Bengamisa, on trouve chez les Bamanga des clans d’origine Mongelima, Turumbu, Bali, Popoie et Babeyru comprenant les Bayuki, les Bangalandzwe et les Mokegwe (Moeller 1936: 279; Béguin 1958: 14). Les Babeyru constituent non seulement les premiers occupants, en provenance de la haute Lindi, mais également la race originelle des Bamanga. Ils ont influencé culturellement les autres groupes allochtones qui les

¹⁰ Focus group avec les habitants du groupement Weko, Weko-Ndjilapanda, le 03 mars 2015.

¹¹ Focus group avec les sages et notables du village Yaondolo II, Yaondolo II, le 29 avril 2015.

ont trouvés sur les rives de la rivière Lindi. Ils sont d'origine soudanaise (Bouccin 1934). Jusqu'à présent, cette origine est confirmée par la mémoire sociale de la quasi-totalité des Bamanga.

Les Bamanga venus des Turumbu (de la région de Yakusu) ont migré en suivant la rivière Lindi, après s'être installés quelque peu de temps à son confluent avec la rivière Tshopo. Ils constituaient avec d'autres clans venus de Yambuya (Bandele) le groupe portant le nom de Bamanga de Yambuya (Moeller 1936: 279). Les Bamanga de Bengamisa, par contre, sont constitués des fractions venues des Popoie, de Babeyru, des Babali et des Bangelima (Béguin 1958: 14). Ils occupent les rives de la Lindi, le long des axes routiers de la région. Les facteurs ayant entraîné leurs dynamiques migratoires avant la création de la réserve dans la région sont de plusieurs ordres. Toutefois, on note les plus saillants, notamment l'invasion arabe, les attaques des Azandé et bien d'autres voisins. Tenant compte de ces facteurs, il est probable de situer leur installation de façon quasi-sédentaire dans la région vers la fin du XIXe siècle, grâce à l'occupation européenne.

Comme on peut l'observer, les Turumbu et les Bamanga qui occupent la région de Yangambi et de Bengamisa ont parcouru cette zone avant l'invasion arabo-européenne. Il en a été globalement révélé qu'avant la création de la réserve en étude le bassin de la rivière Lobilo constitue le berceau des migrations transitoires des Turumbu de Yelongo, de Yambau et de Yawenda. Par contre, les régions de Bengamisa et d'Aruwimi constituent les centres de diffusion de celles des Turumbu de Weko, des Bamanga de Yambuya et des Bamanga de Bengamisa. Plutôt que de créer des groupes homogènes, ces migrations ont eu la particularité de constituer des groupes hétérogènes de ces peuples. Les alliances d'amitiés ou de mariage et les adoptions par la soumission ont influé sur ces panachages communautaires. Ceci fait naître des problèmes identitaires autour de l'autochtonie et des problèmes fonciers, notamment entre d'une part, les communautés elles-mêmes, et d'autre part, celles-ci et les colons étrangers ayant exploité leur terroir. Le cas le plus typique est la création de la RBY sur le territoire de ces deux grands groupes. Par ailleurs, même si ces peuplades occupaient cette région avant la création de cette réserve, il sied de souligner que leurs villages étaient quasiment éloignés de la RBY ou encadrés par les pouvoirs publics. Pourquoi les villages de ces groupes ethniques se sont-ils installés dans et autour de ce domaine public de l'État? Si cette question est facile à poser, la réponse y afférente

reste par contre à creuser dans les archives historiques et l'histoire orale.

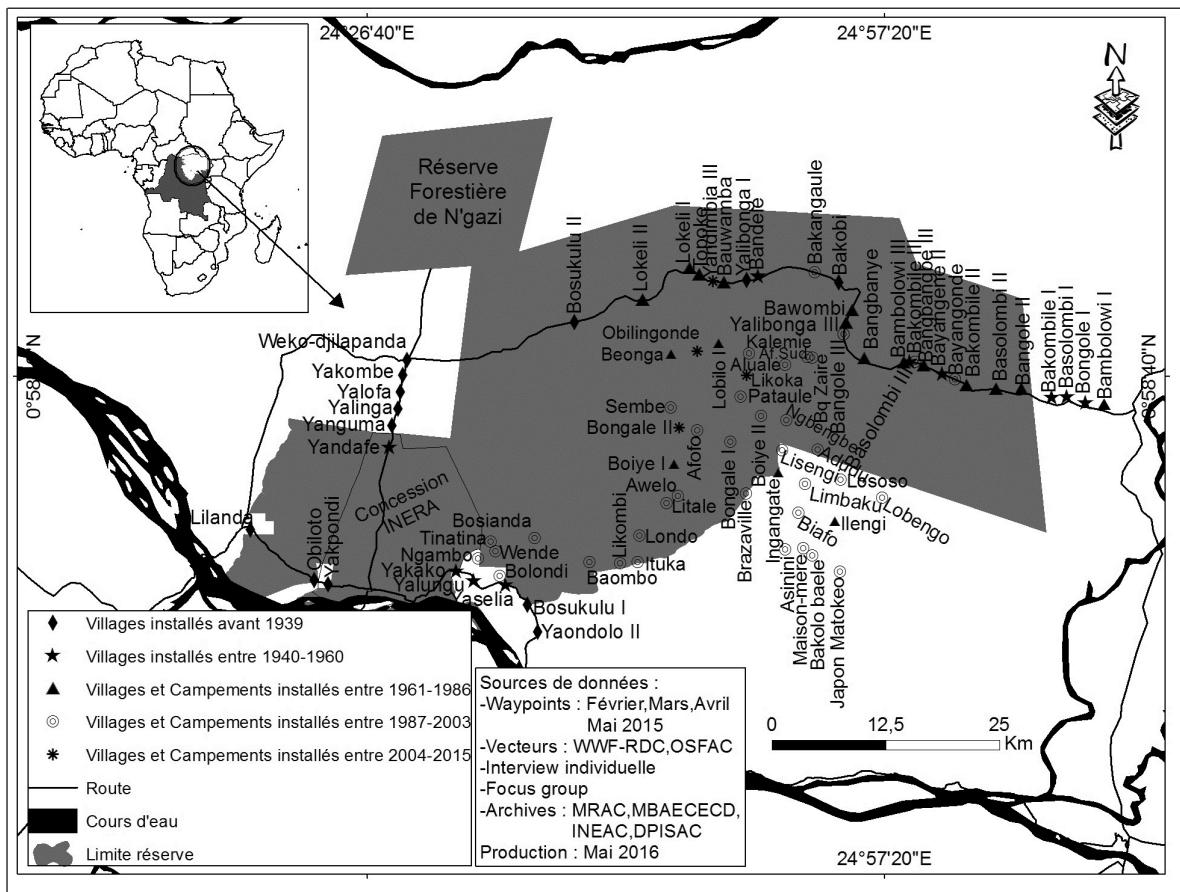
3 Diversité de facteurs déclenchant les dynamiques d'installation des villages et campements dans la région de la RBY

Le déplacement des peuples Turumbu et Bamanga d'un lieu à un autre pour installer les villages et campements dans et autour de la RBY (carte 2) est motivé par une diversité de facteurs. Ces derniers englobent les champs à la fois politique, économique, social et religieux. Il s'agit concrètement de la volonté des pouvoirs publics, de l'attraction des voies de communication et des ressources naturelles, des conflits sociaux, des alliances matrimoniales et de la religion.

3.1 Pouvoirs publics, réseaux routiers et attraction des villages

L'ouverture des pistes et routes a constitué un facteur déclenchant le regroupement des villages par les pouvoirs publics au Congo belge en général et dans la région de Yangambi en particulier. C'est dans le but de faciliter l'administration des peuples indigènes, le portage et l'entretien des routes que les villages ont été installés souvent par la force, le long des voies de communication (IN-EAC 1939: 24; Libert 1935, 1936). Les anciennes routes carrossables de la région de Yangambi étaient celle de Bengamisa-Weko, ouverte en 1930, et celle de Yangambi-N'Gazi, existant depuis 1925 (Monongo 1983). Ce sont des routes mises en œuvre à moindres coûts financiers car, elles ne traversent pas de cours d'eau nécessitant de jeter des ponts. Lors de la création de la RBY, les autres axes routiers (Kisangani-Yangambi-Lilanda), devenus praticables aujourd'hui, constituaient des pistes villageoises. Il a fallu attendre l'année 1955 pour que la route Kisangani-Yangambi soit fréquentable par automobile (Rapport AIMO 1956).

Les enquêtes réalisées et les archives consultées à ce sujet montrent que les routes ont occasionné l'installation des villages de deux manières: l'une par la volonté des pouvoirs publics, et l'autre par la volonté des CL. La première catégorie regroupe les villages installés avant 1939 (Bakobi, Bosukulu II, Obiloto, Yakpondi, Yakombe, Yalofa, Yalibonga et Yanguma). La deuxième catégorie par contre englobe les villages installés après 1939 (Bawombi, Yaselia, Bosukulu I, Yalungu, Bangole I, Bakombile I et Yakako I). Par ailleurs, il sied de



Carte 2: Chronologie d'installation des villages et campements dans la région de la RBY.

souligner que l'ampleur d'installation des villages par attraction des axes routiers est intervenue plusieurs années après que la réserve soit créée.

Tel que révélé dans les archives, les Yalungu, les Yaselia et les Yakako avaient quitté le confluent entre le fleuve Congo et la rivière Lokombe-Lokombe en 1936 pour s'installer entre les rivières Lubilo et Ilongolongo, à environ 3 km du fleuve Congo (Libert 1936). Les cartes géographiques produites jusqu'en 1958 les situent à cet endroit (IGCB – Institut géographique du Congo belge 1958). Leur installation sur la route reste un phénomène postcolonial, motivé par deux principaux facteurs. D'une part, les lotissements agricoles progressifs qui ont eu lieu vers les années 1942 les ont éloigné leurs champs de cultures avec l'emplacement de leurs anciens villages localisés non loin du fleuve. Il était donc nécessaire pour eux de s'installer sur la route afin de réduire la distance avec lesdites cultures. D'autre part, les Turumbu sont des peuples de la forêt (Mousels 1929). Ils y vivaient tranquillement non seulement pour la chasse mais également pour

échapper à la répression coloniale sur l'impôt, le portage et les corvées. L'érosion et les noyades de leurs enfants sur le fleuve constituaient des dangers permanents auxquels la meilleure façon d'en faire face était de se déplacer vers la route. Il sied en outre de noter que le gîte de l'administration locale existait à Yaselia, peu avant l'installation des villages, d'où l'appellation "Yaselia-État" (siège des institutions locales du secteur Turumbu), par opposition à Yaselia village.

Anciennement connus sous le nom de Yalibua, les villages Yanguma et Yalofa se sont installés non loin de leurs anciens emplacements. Ils ont juste subi avec leur voisin de Yakombe quelques réorganisations par l'administration coloniale, comme l'a souligné Libert (1935). Les villages Yakpondi (dont les habitants seraient venus de Yalungu) et Obiloto (qui occupait jadis, selon les sages de ce village, le quartier Lomboto, près du Parquet de Grande Instance de Yangambi),¹²

12 Focus group avec les sages et notables du village Obiloto, Obiloto, le 6 avril 2015.

voisins de Yangambi, se sont installés dans la concession de l'INEAC. Le fait qu'ils aient fourni à ce dernier, une main-d'œuvre importante, leur emplacement dans ladite concession ne les inquiétait pas. On pourrait d'ailleurs confirmer l'hypothèse émise par les sages des villages, selon laquelle leurs terres ayant été expropriées, l'INEAC n'avait pas d'autres choix que de les placer dans leurs sites actuels. Les Busukulu I et II sont restés dans la forêt de Bongale jusqu'en 1923, tel que note Lauwers (1930). Il a fallu attendre cette année pour que l'agent territorial Badjoko les scinde en deux groupes, dont le premier a été amené à trois kilomètres du bord du fleuve, à environ 30 km de Bongale, et le second conduit vers la route Bengamisa-Weko (à 20 km de Weko), à environ 40 km de Bongale (Steens 1934). Sur ce dernier axe routier, le rôle joué par les villages installés jadis à Bosukulu II, Lokeli II (ancien village d'Afata ou Bandele), Yalibonga I, Bakobi, Bangbane (ancien emplacement de Bawombi) et Bangole (16 km de Yambelo) était d'assurer l'entretien routier (INEAC 1939: 14). Ce sont des villages habités jadis par les cantonniers, dont l'installation était faite par les pouvoirs publics. Le point de vue d'attraction routière évoqué par les chefs et sages des villages Bawombi (42 km de Yambelo), Yalibonga I (62 km de Yambelo), Bangole I (8 km de Yambelo) et Bakombie I (12 km de Yambelo) semble occulter d'autres réalités. Il serait cependant nécessaire d'y rechercher d'autres facteurs intermédiaires dans la mesure où l'on pourrait comprendre cette thèse dans le cas des peuples issus des pistes ou de la forêt. En effet, la route Kisangani-Buta existe depuis très longtemps dans le milieu, et ces villages s'y sont installés. D'autres clans avec qui ils se fréquentent régulièrement sont restés le long de cette route. Comment ont-ils quitté une route pour aller s'installer dans une autre sans qu'il ait un mobile explicatif? Kola Gbangalya (2015), retraité de l'enseignement primaire et sage du village Bakombie I tente de donner une explication à ce mouvement migratoire en ces termes: "Quand nous avons constaté que les terres étaient devenues éloignées, et le paysannat agricole était mis en œuvre sur cette route, nous avons amorcé des démarches auprès de l'INEAC pour bénéficier de l'autorisation d'installation". Il continue en disant: "... avant notre installation, les gibiers étaient ici en abondance et on les abattait sans parcourir de longues distances comme aujourd'hui". L'on comprend par là que, derrière l'hypothèse d'attraction routière, se cache celle de proximité des ressources naturelles. L'étude menée par Endamana et al. (2007: 20) au-

tour du Parc National de la Bénoué au Cameroun a également montré que la route favorise l'installation des migrants recourant aux principales activités notamment l'agriculture, la coupe et le commerce du bois de chauffe. C'est également le point de vue de Kemajou et Sunderlin (1999: 11) montrant que l'enclavement par manque de voie de communication constitue un obstacle au mouvement migratoire. Si les routes ont occasionné l'installation des villages, les conflits sociaux en ont également contribué par cloisonnement de ces derniers.

3.2 Cloisonnement des villages par les conflits sociaux

Les conflits sociaux dans la région de Yangambi et Bengamisa ont joué un rôle non négligeable dans la dislocation des villages ou clans comme le note Libert (1936). Plusieurs faits en témoignent dans les récits oraux des villages en étude. C'est le cas du village Lilanda dont les habitants ont quitté Yambau, à environ 15 km de Weko, pour aller s'installer près de Yangole. Comme le raconte Bosala Selenga (2015), président des sages de Yambau, "ce conflit était généré par le décès d'un membre de la famille Lembela (d'origine Turumbu du territoire d'Isangi) dans le village des Mbele (d'origine Mongelema du territoire de Basoko)". Le regroupement étant constitué de ces deux peuples d'origines différentes, le nommé Kamango, chef des Lembela, a déclenché des bagarres ayant entraîné des cas de meurtres dans le camp des Mbele. Ceux-ci, pendant qu'ils cherchèrent au secours à leurs frères de Basoko, le clan Lembela, sous la pression de l'administration coloniale, prit la direction vers Yangole et se donna le nom de "Lilanda", signifiant littéralement "poursuivre".¹³ Même si la date exacte de ce déplacement reste inconnue, on peut l'estimer à la décennie 1910–1920 dans la mesure où Ihuluhulu qui a accueilli ce clan a régné à la tête de Yangole à cette époque (De Vos et Libert 1937).

Un autre village au nom de Weko-Djilapanda s'est installé probablement au début du XXe siècle dans la région suite aux conflits sociaux reste. Ancien village, qui a même été le premier site de collaboration entre l'INEAC et les indigènes dans la mise en œuvre des plantations de cacaoyer et de palmier à huile, il se serait maintenu dans la région grâce aux alliances matrimoniales qu'il avait tissées avec les villages voisins (Akaluku

¹³ Focus group avec les habitants du village Lilanda, Lilanda, le 2 avril 2015.

Ndombe 2015). Il a fourni une main d'œuvre importante à la station de N'Gazi dès sa mise en œuvre par la régie des plantations de la colonie et à l'INEAC. Dans la même catégorie, il convient d'ajouter les villages Bambolowi II (4 km de Yambelo), Bakangaule (64 km de Yambelo) et Yalinga (environ 25 km de Yangambi). Le premier, installé en 1967, est constitué des membres des clans venus des villages voisins (Bangole, Bakombile et Bambolowi I); le deuxième s'est installé dans son emplacement actuel en 1990, en provenance de 64 km de Yambelo.¹⁴ Installés probablement au début du XXe siècle, les habitants du village Yalinga avaient migré vers l'ancien village de Yalibua, suite aux conflits familiaux avec leurs frères de Kombe-Otole (Yamanganya), eux-mêmes venus des Bambole craignant l'invasion arabe (Olongela Imo Sakwasawa 2015). Ce sont les membres du village Yalofa qui les ont reçus et leur ont donné l'espace qu'ils occupent actuellement. Pour la plupart des cas, ces conflits sont générés par la sorcellerie, la jalousie, les limites des terres et l'adultére. Comme l'a souligné Marguerat (1983: 4), "les tensions au sein de la société constituent l'une des causes des migrations en Afrique noire". Les conflits et les routes ne constituent pas les seuls facteurs explicatifs des dynamiques des villages riverains de la RBY. La secte, en l'occurrence le "Kitawala", en a une part explicative.

3.3 Secte Kitawala: de la clandestinité des pratiques à l'installation des villages

Mouvement revendiquant l'émancipation des noirs, Kitawala constituait l'une des sectes religieuses ayant connu de sévères surveillances et répressions pendant la période coloniale, voire postcoloniale. Cette secte, note Bossche (1954: 71), "existait au début du XXe siècle au Nyassaland, avant de se répandre au Congo belge vers 1919". Elle fut introduite dans l'ancienne province orientale à partir de la décennie 1940, et ses adeptes ont subi des sanctions et relégations de la part de l'administration coloniale comme le démontrent certains rapports de l'administration coloniale.¹⁵ Cet état de choses les conduisit à répandre leur secte dans les milieux reculés, généralement loin de grandes agglomérations. Dans la décennie 1950, les rapports des adminis-

trateurs des territoires d'Isangi et de Banalia ont fait mention à cette secte, dans la rubrique consacrée à l'état d'esprit de la population (Rapport AIMO 1958a, 1958b). Son existence constituait de ce fait un problème sécuritaire dans la colonie. Ainsi l'ouverture de la route Yangambi-Kisangani a-t-elle rendu celle de Yambelo-Weko moins fréquentable. Ce qui occasionna la création des missions évangéliques de Kitawala sur cet axe routier. Déjà en 1960, une mission a été créée à 27 km de Yambelo, donnant lieu au village Bayangene II, dont les clans sont venus de Kapalata (45 km route Buta). Une autre fut créée en 1981 par Mutchechèle, au point kilométrique 77 sur la même route. C'est l'actuel village dénommé Lokeli II. Ce dernier village était jadis habité par les Bandele de 62 km qui l'ont abandonné pour aller s'installer non loin de Yalibonga. D'après la tradition orale, les habitants de Yalibonga sont considérés comme les alliés matrimoniaux des Bandele depuis leur provenance de Yambya. Les Bamanga, adeptes de cette secte, qui partaient prier vers 3 km de Weko, faisaient l'objet de tracasseries par des policiers installés à Bosukulu II. D'où la nécessité de créer cette mission évangélique pour les épargner des abus policiers. Environ 18 ans après, soit en 1999, une autre mission fut créée à 40 km de Yambelo avec les adeptes venus de Bangole II. Elle contribua à l'installation du village "Bangole III", situé sur le même axe routier.

Dans leurs contacts avec les autres peuples de la région, les Bamanga et les Turumbu ont tissé des alliances, généralement matrimoniales, les obligeant à cohabiter ou à céder des terres aux alliés qui installèrent leurs villages.

3.4 Des alliances matrimoniales à l'installation des villages

Les peuples riverains de la RBY accordent une importance considérable aux alliances matrimoniales. Bosala Selenga (2015) note à ce sujet que "depuis des temps immémoriaux, pour manifester leur haute considération à l'époux de leur fille, les Turumbu offraient même une deuxième femme à ce dernier, et imposaient certains mariages contre gré de la jeune fille". Chez les Bamanga où trois villages ont été répertoriés pendant les enquêtes, la donne reste la même. C'est notamment le cas de village Bagbanye (38 km de Yambelo) qui s'était installé en 1966 sur les terres coutumières de Bawombi, en provenance de 45 km route Buta. La même logique est aussi observée au village Bandele (62 km de Yambelo), installé depuis 1960 sur

¹⁴ Focus group avec les sages et notables du village Bambolowi I, Bambolowi I, le 15 février 2015.

¹⁵ Coenen (1937); De Valck (1938); Cote (1939); Colinet (1942a, 1942b); Schollar (1944); Gilot (1947).

le sol coutumier de Yalibonga. Un troisième village créé sur base de l'alliance matrimoniale est Lokeli I (70 km de Yambelo). L'initiateur dont les fils sont encore vivants fut un ancien agent de l'INEAC, retraité en 1964. Trouvant la forêt de sa belle famille Bandele giboyeuse, il refusa de rentrer chez les Bangelema et sollicita une place en 1970. Dès lors, ses frères le suivirent et installèrent ce village. Dans le même ordre d'idées, l'on peut ajouter un sous-clan de Yalibonga, dénommé Topoke, qui s'est installé non loin de Lokeli I. La fin de la carrière de Tinani, ancien garde forestier de l'INEAC et retraité de la Force Publique, ne lui permit pas de rentrer chez les Topoke d'où il est originaire. Il décida de rester à côté de sa belle-famille où il jouissait des priviléges fonciers (Lisamba Bosongo 2015).

Si les différents facteurs étayés précédemment ont contribué aux dynamiques d'installation des villages dans la région de Yangambi, l'exploitation des ressources naturelles en a également joué un rôle important.

3.5 Convoitise des ressources naturelles

Les ressources naturelles (mines, faunes, flore, eau, sol) attirent depuis la nuit de temps un afflux considérable des populations vers elles. L'étude menée par Failler et Binet (2010: 103) au Sénégal a montré que les pêcheurs migrants arrivent parfois à installer des campements dans des îles et zones de mangroves, situées loin des réseaux routiers. Pour les populations sylvestres par exemple, Kemajou et Sunderlin (1999: 11) notent que "la présence de la forêt constitue un avantage décisif, une fierté. A l'inverse son absence est un facteur répulsif, un obstacle majeur". Dans la région de Yangambi, la convoitise des ressources naturelles suscitant l'installation des villages et campements vers la RBY est fondée sur la fabrication des pirogues, l'exploitation artisanale des minerais, la quête des terres et de gibiers. Les entretiens de groupe, animés avec des sages et notables, ont permis d'identifier les villages relevant de cette catégorie ci-après: Basolombi I (installé vers 1950), Bangole II (installé vers 1970), Basolombi II (installé vers 1976), Bakombile II (installé vers 1970), Bayangonde (installé vers 1994), Bangbangbe III (installé vers 1984), Bakombile III (installé vers 1995), Basolombi III (installé vers 1950), Bambolowi III (installé vers 1978), Yalibonga III (installé vers 1970), Bauwamba (installé vers 1966), Yandimbya III (installé vers 2007), Yandafe (installé vers 1945), Yaondolo II (installé

depuis le début de dernier siècle), Yandimbya II (installé depuis le début de dernier siècle). Hormis les villages Yandafe et Yaondole II, tous ces villages sont localisés sur l'axe routier Yambelo-Weko et leur installation est intervenue après que la réserve soit créée. A ces villages il sied d'ajouter les campements Adudu (installé vers 1990), Afofo (installé vers 2001), Afrique du Sud (installé vers 1998), Aluale (installé vers 1989), Asinini (installé vers 1990), Awelo (installé vers 1995), Bakolo baele (installé vers 2001), Banque du Zaïre (installé vers 1994), Baombo (installé vers 1995), Beonga (installé vers 1973), Biafo (installé vers 1999), Boile 2 (installé vers 1992), Bolondi (installé vers 1999), Bongale I (installé vers 1991), Bongale II (installé vers 2007), Bosienda (installé vers 1999), Brazzaville (installé vers 1999), Ilengi (installé vers 1970), Ingangate (installé vers 1990), Ituka (installé vers 2002), Japon matokeyo (installé vers 1999), Kalemie (installé vers 1998), Likoka (installé vers 2012), Likombi (installé vers 2002), Limbaku (installé vers 1997), Lisenge (installé vers 1990), Litale (installé vers 1997), Lobengo (installé vers 2000), Lobilo I (installé vers 1964), Londo (installé vers 1996), Lossosso (installé vers 1989), Lotuli (installé vers 1999), Maison-mère (installé vers 1990), Ngambo (installé vers 1999), Ngbengbe (installé vers 1998), Obilingonde I (installé vers 2006), Pataule (installé vers 1997), Sembe (installé vers 1988), Tinatina (installé vers 1999) et Wende (installé vers 1999). Tel qu'il s'observe, ces campements se sont tous installés pendant la période postcoloniale. Comme l'a souligné Lisamba Bosongo (2015), c'est à partir de la rébellion de 1964 que les gens ont commencé à fréquenter la réserve et y camper. Cependant, ce point de vue semble être écarté de la réalité décrite par les agents territoriaux de la colonie. En effet, depuis l'époque coloniale, le peuple Turumbu restait attaché à la forêt et y campait pour fuir la répression administrative relative à l'impôt ou aux travaux forcés (Mousels 1929). Il s'agissait des déplacements qui avaient pour but d'échapper aux méthodes coercitives de domination (Olivier de Sardan 1984: 305). Malgré la présence des gardes forestiers de MAB¹⁶ depuis 1979 les communautés ont installé des campements dans cet espace forestier. Pour les fabricants des pirogues, la dynamique des campements est due à l'éloignement des espèces recherchées (*Prioria balsamiferum* et *Entandrophragma utile*). Les exploitants des

¹⁶ "Man and the Biosphere Programme" (MAB), fondé par l'Unesco en 1971.

minerais installent aussi leurs campements à partir de la découverte des substances minérales précieuses (or/et diamant). Les chasseurs et les pêcheurs par contre s'installent soit dans les campements des mineurs, soit dans ceux des fabricants des pirogues, soit encore dans les leurs. Généralement, il se constate dans le site de cette étude une imbrication d'activités entre ces trois types d'acteurs. Pendant leurs activités d'exploitation des minerais ou de fabrication des pirogues, les mineurs et les artisans se déguisent parfois en chasseurs et pêcheurs pour assurer leur survie.

Les habitants de ces villages et campements connaissent leurs villages d'origine. Beaucoup d'entre eux entretiennent des relations traditionnelles et s'entraident en cas des problèmes. Il s'agit des espaces reflétant en quelque sorte la réalité des "villages multi-situés", comme le souligne Dia (2010: 235s.). L'installation des villages et campements dans et aux environs de la RBY n'épargne pas celle-ci des problèmes de gestion et/ou de conservation des ressources naturelles. La question est posée ici en termes de rapport entre l'homme et l'espace dans la mesure où, pour survivre, les CL recourent à la forêt et ses divers produits.

4 Dynamiques d'installation des villages et campements: une menace à la gestion de la RBY

De prime abord, il sied de souligner que peu importe les causes des migrations soulignées ci-dessus, la survie des migrants est étroitement liée à l'exploitation des ressources naturelles. En effet, les dynamiques d'installation des villages et campements que la zone d'étude a connues ont entraîné quatre principales incidences sur la gestion de la RBY. Elles ont d'abord réduit la distance entre la réserve et les zones d'habitation. Ensuite, elles ont facilité l'exploitation des ressources naturelles dans la RBY. Ensuite encore, elles constituent l'un des facteurs d'augmentation de la population dans la région. Enfin, elles structurent les rapports de pouvoir de contrôle des ressources dans un même espace et remettent en question toute initiative de retour des migrants à leurs sites de départ faute de garanties relatives à leur survie.

4.1 Réduction de la distance entre la réserve et les zones d'habitation

Tel qu'il a été souligné précédemment, avant la création de cette réserve en 1939, quelques vil-

ages dont les mouvements d'installations ont été décrits ci-haut étaient établis loin de celle-ci. C'est le cas de beaucoup de villages situés sur l'axe routier Yambelo-Weko qui peuplaient autrefois la région de Bengamisa. En s'installant le long de cette route, ces villages sont localisés actuellement dans la réserve étant donné que ladite route loge cette dernière. De même, les villages situés le long de la route Kisangani-Yangambi (Yandimbia II, Yaondolo II, Bosukulu I, Yaselia, Yalungu et Yakako) existaient non loin du fleuve Congo. Leur emplacement actuel constituait jadis la limite foncière de leurs activités de survie. Kaisala Bosendji (2015) note à ce sujet que: "mon père me disait qu'à l'époque coloniale, l'homme blanc ne nous permettait pas de pratiquer la chasse au-delà de cette route. Tous nos droits d'usages fonciers s'exerçaient entre le fleuve et la route. C'est dans cette logique que le lotissement agricole qui a été fait dans cette partie du secteur Turumbu s'est localisé entre ladite route et le fleuve". En outre, l'installation des villages Yakako I et Yalungu à Ilongolongo par Libert (1936) n'a pas échappé à cet ordre d'idées. Les habitants de ces villages ont été interdits de fréquenter l'espace foncier confié à l'IN-EAC. Un autre fait saillant qui a fait l'objet de description précédemment a concerné les campements installés dans la réserve. Environ une quarantaine, ces campements ont été installés entre 1973 et 2015. La distance séparant les villages et/ou campements et la réserve étant réduite, la conséquence logique qui en est découlée est l'exploitation des ressources naturelles dans ce domaine classé par les habitants riverains généralement pauvres et dépendants de la forêt et ses divers produits.

4.2 De la démographie galopante à l'exploitation informelle des ressources naturelles dans la RBY

Sous une perspective démographique le nombre d'habitants dans la région de Yangambi et de Bengamisa a connu une augmentation impressionnante. Si l'on considère une période d'environ 82 ans, la population du secteur Turumbu est passée de 9 569 en 1933 (Rapport AIMO 1933a : 4) à 25 154 en 1984 (INS – Institut national de statistique 1984: 124), puis à 79 098 en 2015 (*Secteur Turumbu 2015* : 5). Dans le secteur Bamanga, la démographie reste également galopante. En 1933, le nombre d'habitants du secteur Bamanga était d'environ 17 380 (Rapport AIMO 1933b : 15) alors qu'en 1984 ce nombre a été estimé à 43 605 lors du recensement scientifique (INS 1984: 118).

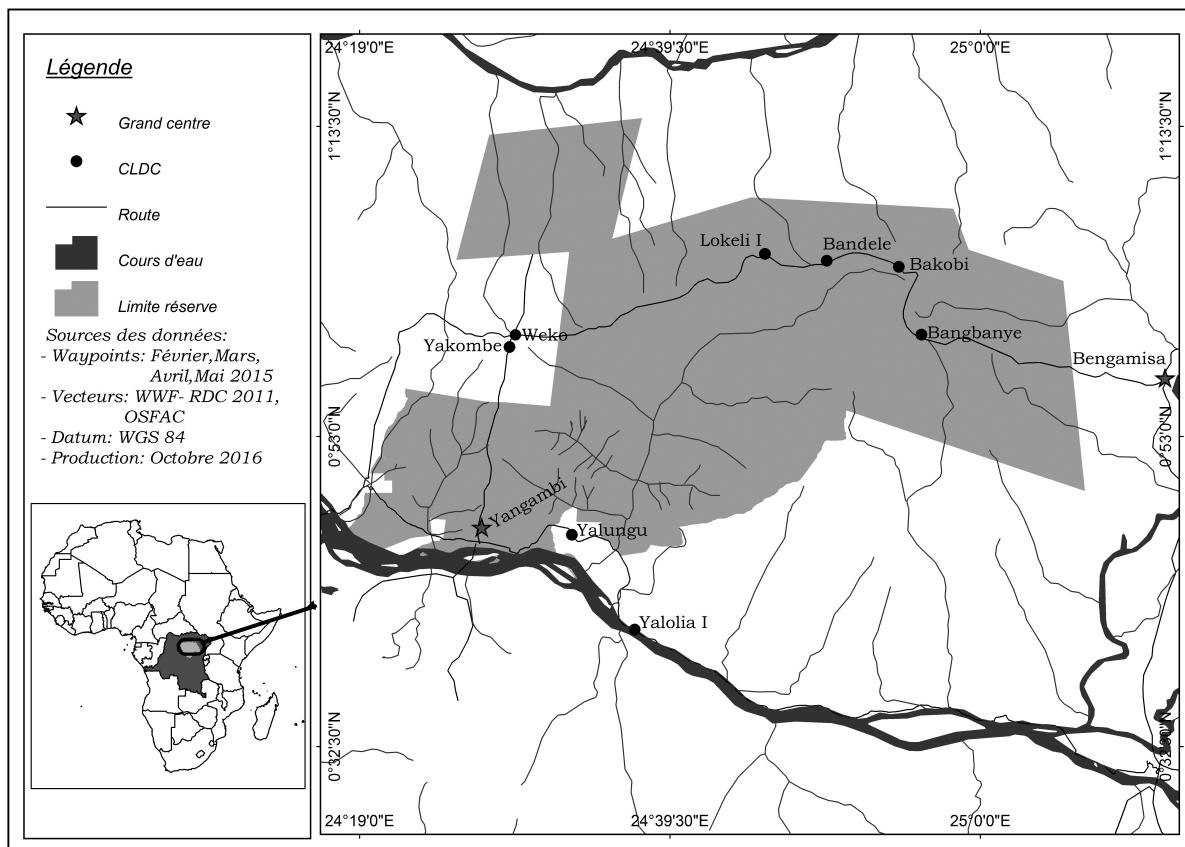
En 2015, il a été estimé à 110 154 habitants (*Secteur Bamanga* 2015: 3). À Yangambi, l'on rencontre des statistiques démographiques qui sont passées d'environ 13 911 habitants en 1950 (Kreutz 1950: 3) à 21 884 habitants en 1984 (INS 1984: 126) et à 37 679 habitants en 2015 (*Ville de Yangambi* 2015: 7). Cette dynamique démographique non accompagnée de l'amélioration des conditions socio-économiques de la population prédispose cette dernière à l'exploitation de la forêt et ses divers produits. Tous les matériaux de construction des cases ainsi que de l'artisanat local sont tirés de la forêt. Celle-ci est la source de la pharmacopée développée dans la région par la population, eu égard à l'insuffisance et au sous-équipement des institutions sanitaires. L'exploitation des minéraux ne se fait pas uniquement sur le lit des ruisseaux et rivières mais également dans la forêt. Les trous creusés dessoucient les arbres et posent le problème de reconstitution de l'humus, étant donné qu'ils ne sont pas recouverts après les travaux. Dans la quasi-totalité des campements en activité les résidents ouvrent des champs de cultures dont les superficies sont comparables à celles des champs des habitants des villages. Si l'on tient compte du volume de la population et de sa dépendance aux ressources naturelles, on peut se faire une idée sur la surexploitation de celles-ci. C'est sous cette perspective que les gibiers, les poissons et quelques produits forestiers non ligneux tels que les rotins, les raphias etc. deviennent rares dans certains villages. Cet état des choses confirme le point de vue de Failler et Binet (2010: 108) ainsi que de Mogba et Freudberger (1998: 17) soulignant que dans des zones de conservation les activités des migrants sont toujours en désaccord avec la protection de l'environnement. L'agriculture, l'installation des villages ou campements ainsi que l'exploitation des minéraux constituent des activités responsables de la dynamique du couvert forestier dans la RBY. Et pourtant, les textes légaux et les mesures administratives qui régissent les réserves forestières en RDC, depuis l'époque coloniale jusqu'à présent, interdisent l'exploitation des ressources naturelles dans ces domaines hormis les droits d'usages reconnus aux CL. Déjà en 1939, l'article premier de l'ordonnance n° 121 Agri du 25 novembre 1939 créant la réserve en étude a mis en défens, toute son étendue, y compris 25 îles du fleuve Congo, situées entre Yalutsha en amont et Yalufi en aval. Les droits fonciers indigènes n'étaient reconnus au deuxième article de ladite ordonnance que dans des enclaves comprenant les terrains concédés à l'INEAC/INERA, les villages Obiloto, Yakpondi, Yaliboto, Bandele,

Yalibonga, Bakobi et Bangole. C'est ainsi qu'un corps de gardes forestiers a été mis en place pour assurer la surveillance permanente de la réserve. Depuis le départ de l'homme blanc en 1960 qui faisait peur aux indigènes, les activités remettant en cause la conservation des ressources naturelles dans cette AP.

4.3 Divergence d'intérêts et rapport de pouvoir de contrôle des ressources dans un même espace

Depuis sa création jusqu'à présent quelques institutions étatiques et non étatiques sont intervenues et interviennent encore dans la gestion de la RBY. Dans le secteur public il s'agit de l'INEAC, transformé à l'INERA en 1970 et du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme à travers sa division MAB, mise en place à la suite de l'accord conclu entre l'Unesco et le gouvernement zaïrois en 1978. Toutefois, il sied de souligner que la RDC a adhéré au programme MAB depuis 1974, et le certificat de reconnaissance de cette réserve par l'Unesco a été délivré en 1977 (RDC 2005). Outre ces acteurs étatiques, certains partenaires au développement, notamment le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), ont également exécutés des projets dans ce site en renforçant les capacités institutionnelles et en regroupant d'une part les parties prenantes (services étatiques, société civile et CL) dans un comité local de pilotage (CLP), et d'autre part les CL en comités locaux de développement et de conservation (carte 3). Mais ces deux structures d'initiative de participation communautaire ont de la peine à fonctionner comme des structures autonomes faute de moyens financiers, d'encadrement par l'État et d'appropriation par la base.

Les stratégies mises en œuvre par l'INEAC pour gérer cette AP de 1939 à 1960 ont consisté d'abord à recruter les gardes forestiers (retraités de la force publique) dont la mission était de surveiller les activités d'anthropisation de la réserve, d'arrêter les contrevenants, ensuite, de vulgariser le texte de création auprès de tous ses agents (INEAC 1939: 24s.), et enfin, de réaliser des études sur la faune et la flore de la réserve par les chercheurs des divisions botanique et forestière. Après l'indépendance de la RDC en 1960, tous ces gardes ont été renvoyés à la retraite. L'INERA qui l'a succédé s'est contenté des études agronomiques et floristiques dont les résultats se sont avérés mitigés à cause du désengagement (financier, humain et matériel) de l'État congolais



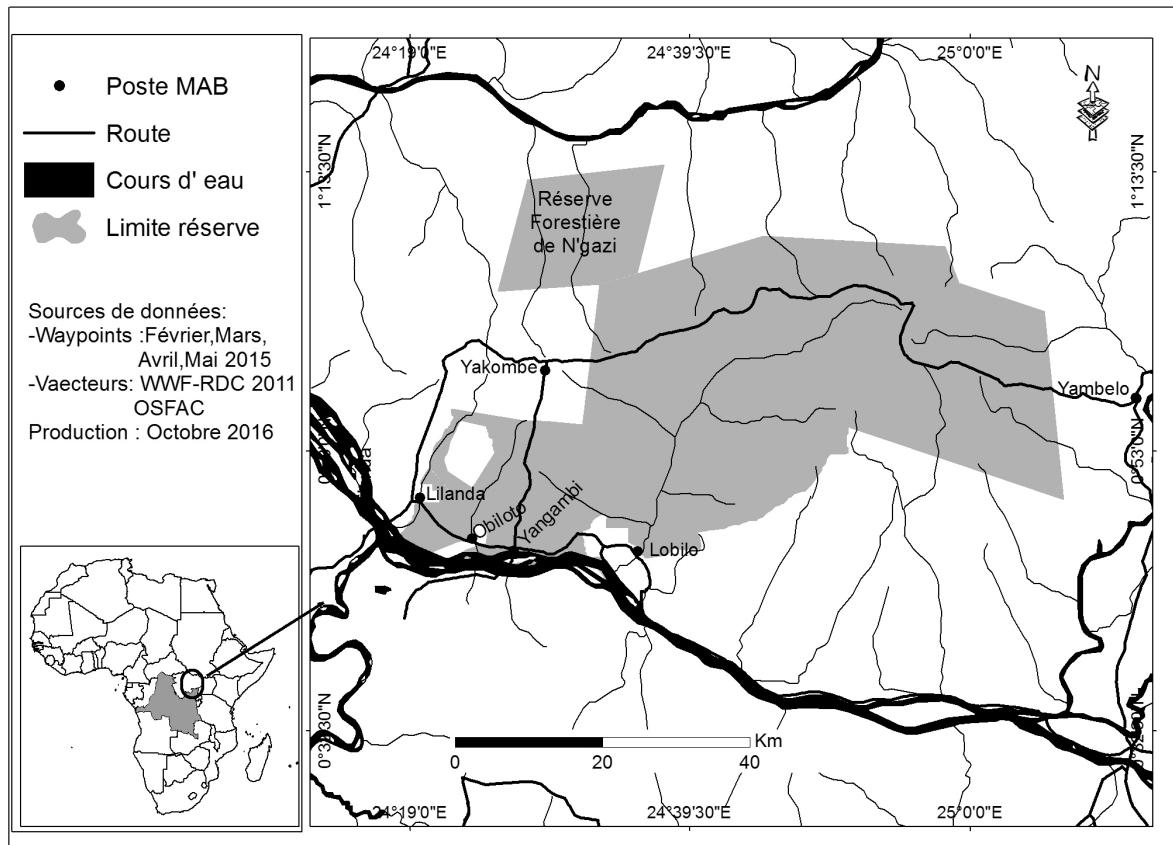
Carte 3: Localisation des CLDC dans la région de la RBY.

sur la relance des activités de ladite institution. Le service MAB, installé à Yangambi pour assurer la gestion de cette réserve depuis 1979, a mis en place six postes de surveillance (carte 4).

Frappé d'une part par la crise à laquelle les services publics sont confrontés, et d'autre part par la cristallisation des pratiques locales de survie exercées par les CL installées dans et autour de la RBY, ce service (MAB) a du mal à accomplir sa mission. Envisager le déguerpissement des villages et campements installés dans cette AP depuis des décennies, lui devient une tâche difficile. Certains habitants des campements ou villages susmentionnés n'ont plus de maisons ou cases dans leurs villages d'origine. Comment peuvent-ils les quitter et aller vivre ailleurs sans une prise en charge conséquente et une mise en œuvre des activités alternatives pour leur survie. Dans le contexte actuel où l'État congolais accuse une défaillance dans tous les secteurs d'envisager une telle mesure risque de mettre en péril la vie de ces peuples dont la forêt constitue la principale source de revenu. En outre, les contentieux fonciers existant entre l'INEAC et ces CL sur l'indemnisation

des terres coutumières expropriées depuis l'époque coloniale risquent d'aggraver la tension entre les pouvoirs publics et lesdites communautés. Dans le même ordre d'idées, les habitants des campements installés par les Turumbu sont hostiles à toute interdiction des pratiques de survie dans la réserve, à cause du décès de Monsieur Bateri, originaire du peuple Turumbu. Il fut abattu par les écogardes de MAB en 1983, parce qu'il avait refusé de céder à ces derniers la pirogue qu'il avait fabriquée.¹⁷ Craignant cette situation, la surveillance des activités anthropiques n'est envisagée par les écogardes du MAB qu'au niveau des postes de surveillance. Les patrouilles qu'ils organisent à de faibles distances par la crainte, l'insuffisance des moyens financiers et de défense sont loin de garantir une gestion efficace de cette AP.

¹⁷ Focus group avec les habitants du village Bosukulu I, Bosukulu I, le 27 avril 2015.



Carte 4: Localisation des postes de surveillance de MAB dans la zone d'étude.

Conclusion

La création des AP à l'époque coloniale en RDC a ignoré les droits des peuples indigènes sur les terres qu'ils possédaient coutumièrement. Or pour survivre dans un monde rural caractérisé par la pauvreté, les CL n'ont recours qu'à la forêt. Les AP dont la gestion est domaniale constituent des véritables espaces convoités par les acteurs aux intérêts divergents. L'homme, généralement rural, ne cherche à habiter que là où il trouve la facilité d'accéder à la ressource pour assurer sa survie. C'est dans cet ordre d'idées que Failler et Binet (2010: 107) définissent la migration comme le fait de "se déplacer faute de mieux". Si l'enclavement du milieu est perçu comme un facteur défavorisant les migrations des peuples, les investigations ont par contre, montré qu'outre les voies de communication, d'autres facteurs tels que la convoitise des ressources naturelles, les conflits sociaux, les alliances matrimoniales ainsi que la religion favorisent les dynamiques d'installation des villages et campements vers la RBY. Lesdites dynamiques constituent un phénomène "multi-causal" auquel il

est difficile d'isoler un facteur. Toutefois, la caractéristique commune observée chez les migrants est l'exploitation des ressources naturelles comme moyen de subsistance de leurs ménages. Cette problématique dépasse la dimension des interventions des organisations non gouvernementales et partenaires au développement pour toucher les activités responsives et redistributives de l'État. Le désengagement de ce dernier dans la quasi-totalité des secteurs de la vie nationale favorise des comportements et pratiques communautaires défavorables à la gestion et conservation des ressources naturelles. Si les ruraux sont encadrés par des politiques de lotissements agricoles et une diversification des sources de revenu, une certaine amélioration de leurs conditions socioéconomiques pourrait s'observer comme dans le passé, garantissant par ricochet leur sédentarisation. C'est ce qui ressort des souhaits émis par les CL de la RBY.

Abréviations

AP	aires protégées
BMS	Baptist Missionary Society
CL	communautés locales
CLDC	Comité local de développement et de conservation
CLP	comité local de pilotage
INEAC	Institut Nacional pour l'étude agronomique du Congo belge
INERA	Institut Nacional pour l'étude de la recherche agronomique du Congo
MAB	Man and the Biosphere Programme (UNESCO)
MRAC	Musée royal d'Afrique centrale
RBY	Réserve de Biosphère de Yangambi
RDC	République Démocratique du Congo

Références citées

Sources orales

Akaluku Ndombe, chef du village Yakombe. Interview: Yakombe, le 10 mars 2015.
 Basanga, Jean-Pierre, sage du groupement Yelongo. Interview: Yakombe, le 11 mars 2015.
 Bosala Selenga, sage du groupement Yambau. Interview: Lilanda, le 01 avril 2015.
 Kola Gbangalya, sage du village Bakombile I. Interview: Bakombile I, le 16 février 2015.
 Kaisala Bosendji, ancien chef de groupement Yelongo. Interview: Yaselia, le 25 avril 2015.
 Lisamba Bosongo, sage du village Topoke. Interview: Topoke, le 28 février 2015.
 Olongela Imo Sakwasawa, sage du village Yalinga. Interview: Yalinga, le 12 mars 2015.
 Tonga, chef du groupement Weko. Interview: Weko-Ndjilapanda, le 04 mars 2015.

Sources d'archives

Archives du Musée royal d'Afrique centrale (Tervuren, Belgique)

- Section d'Histoire du Temps présent

Coenen, Ph.

1937 De la psychose Kitawala.

Colinet, P.

1942a Rapport n° 2 sur les agissements des relégués de la secte Kitawala en territoire de Lubutu.
 1942b Rapport n° 3 sur la diffusion de la secte Kitawala en Territoire de Lubutu.

Cote, P.

1939 Note au sujet du mouvement Kitawala ou Watch Tower en région de Kwamouth.

De Valck, N.

1938 Notes sur les agissements des relégués adeptes du Kitawala à Bosolo. [Ministère Belge des Affaires Etrangères, commerce extérieur et coopération au

développement, AIMO, Portefeuille n° 1409, Liasse n° 36]

Gilot, P.

1947 Le Kitawala en Territoire de Lubutu.

Libert, N.

1936 Procès-verbal du Conseil de Chefferie tenu au village Yaselia, le 14 juillet 1936.

Rapport AIMO

1933b Territoire de Banalia.

Schollar, A.

1944 Rapport d'instruction au sujet de la révolte Kitawala en Territoire de Lubutu en mars 1944.

Steens, M.

1934 Lettre du 1er juillet 1934 adressée à l'Administrateur du Territoire d'Isangi.

Archives africaines du Ministère belge des affaires étrangères, commerce extérieur, coopération régionale et développement

Demptinne, A. T.

s. d. Histoire de la Tribu des Turumbu. [AIMO, Portefeuille n° 1587, Liasse n° 68]

Lauwers, Y.

1932b Notes ethnographiques des peuplades des Bambole. [AIMO, Portefeuille n° 578, Liasse n° 28]

Marmitte, H.

1922 Note sur la migration des Bambole. [AIMO, Portefeuille n° 1578, Liasse n° 28]

Archives de la Division provinciale de l'intérieur, sécurité et affaires coutumières de la Province de la Tshopo

Avo Eka

2014 Rapport administratif sur le conflit et le déroulement de la consultation populaire restreinte de la famille régnante du groupement Yelongo, secteur Turumbu en territoire d'Isangi du 30 juillet 2014.

Bonane Mambembe

2014 Procès-verbal de la consultation populaire restreinte de la famille régnante du groupement Yelongo du 14 avril 2014.

Brandt, L.

1928 Étude sur la peuplade de Mongelima. [Ministère Belge des Affaires Etrangères, commerce extérieur et coopération au développement, AIMO, Portefeuille n° 1407, Liasse n° 6]

De Vos, M. et N. Libert

1937 Procès-verbal de la réunion des chefs et notables du 10 mai 1937. . [AIMO, Musée Royal d'Afrique Centrale, Section d'Histoire du Temps présent]

Debock, E.

1922 Migrations des populations de l'Aruwimi. [Ministère Belge des Affaires Etrangères, commerce extérieur et coopération au développement, AIMO, Portefeuille n° 1586, Liasse n° 24]

Lauwers, Y.

1930 Rapport d'enquête, Tribu Turumbu, Chefferie Yawenda.

Lauwers, Y.

1932a Annexe aux rapports d'enquête, Chefferies Yelongo et Yawenda. [Dossier AIMO]

Libert, N.

1935 Rapport sur la région des Turumbu du 15 au 30 juin 1935.

Mousels, A.

1929 Procès-verbal d'investiture des chefs des chefferies Turumbu du 31 décembre 1929. [AIMO, Musée Royal d'Afrique Centrale, Section d'Histoire du Temps présent]

Rapport AIMO

1933a Tableau synoptique de la population du Territoire de Topoke-Lokele, Isangi.

1956 Territoire d'Isangi.

1958a Procès-verbal de la réunion des administrateurs du District de Stanleyville.

1958b Rapport annuel, Province orientale.

Secteur Bamanga

2015 Rapport annuel. Exercice 2015. Tableau synoptique de recensement de la population congolaise. Bengamisa.

Secteur Turumbu

2015 Rapport de premier trimestre. Exercice 2015. Tableau synoptique de recensement de la population congolaise. Yaselia.

Siffer, N.

1915 Note générale sur les Babir. [Archives africaines du Ministère Belge des Affaires Etrangères, commerce extérieur et coopération au développement, AIMO, Portefeuille n°1586]

Verbeke, A.

1926 Petites notes sur les Bambole.

Littérature**Baillargeon, Denyse**

1993 Histoire orale et histoire des femmes. Itinéraires et points de rencontre. *Recherches féministes* 6/1: 53–68.

Béguin, Hubert

1958 Géographie humaine de la région de Bengamisa. Bruxelles: INEAC. (Publication de l'Institut nacional pour l'étude agronomique du Congo belge – Série scientifique, 74)

Bossche, Jean Vanden

1954 Sectes et associations indigènes au Congo belge, Léopoldville-Kalina: Éditions du Bulletin militaire de la Force Publique.

Bouccin

1936 Les Babali (historiques de leurs migrations). *Bulletin des juridictions indigènes et du droit coutumier congolais* (Elisabethville), mars-avril: 185–192.

Cournil, Christel, et Pierre Mazzega

2006 Catastrophes écologiques et flux migratoires. Comment protéger les "réfugiés écologiques"? *Revue européenne de droit de l'environnement* 10/4: 417–427.

2007 Réflexions prospectives sur une protection juridique des réfugiés écologiques. *Revue européenne des migrations internationales* 23/1: 7–34. <<http://remi.revues.org/3541>> [19.02.2019]

Crawford, Alec, and Johannah Bernstein

2008 MEAs, Conservation, and Conflict. A Case Study of Virunga National Park, DRC. Winnipeg: International Institute for Sustainable Development (IISD). <https://www.iisd.org/pdf/2008/meas_cons_conf_virunga.pdf> [19.02.2019]

Daum, Christophe, et Isaïe Dougnon

2009 Les migrations internes au continent africain. *Hommes & migrations* 1279: 6–11. <<https://journals.openedition.org/hommesmigrations/280>> [19.02.2019]

Dia, Hamidou

2010 Les villages "multi-situés" sénégalais face à la nouvelle configuration migratoire mondiale. *Hommes & migrations* 1286–1287: 234–244. <<https://journals.openedition.org/hommesmigrations/1757>> [19.02.2019]

Diallo, A. K.

1981 Livestock Productivity and Nutrition in Pastoral System Associated with the Flood Plains. In: ILCA Systems Research in the Arid Zones of Mali; pp. 179–198. Adis-Ababa. (Systems Study, 5)

Endamana, Dominique, Jeffrey Sayer, Gilles Etoga, et Lambert Bene Bene

2007 Conservation et développement. L'influence d'accèsibilité, gestion participative et immigration autour du Parc National de la Bénoué au Cameroun. *Nature & Faune* 22/1: 12–22.

Ericson, Jenny, Mark S. Freudenberger, and Eckart Boege

1999 Population Dynamics, Migration, and the Future of the Calakmul Biosphere Reserve. New York: Program on Population and Sustainable Development (PSD); American Association for the Advancement of Science (AAAS). (Occasional Papers, 1)

Failler, Pierre, et Thomas Binet

2010 Sénégal. Les pêcheurs migrants: réfugiés climatiques et écologiques. *Hommes et migrations* 1284: 98–111. <<https://journals.openedition.org/hommesmigrations/1250>> [19.02.2019]

Ferragina, Eugenia, et Désirée A. L. Quagliarotti

2014 Flux migratoires et environnement. Les migrants de l'environnement en Méditerranée. *Revue Tiers Monde* 218/2: 187–204. <<https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2014-2-page-187.htm>> [19.02.2019]

Gavard-Perret, Marie-Laure, David Gotteland, Christophe Haon, Alain Jolibert et Benoît Aubert

2012 Méthodologie de la recherche en science de gestion. Réussir son mémoire ou sa thèse. Montreuil: Pearson. [2^e éd.]

Gemenne, François, et Agathe Cavicchioli

2010 Migrations et environnement. Prévisions, enjeux, gouvernance. *Regards croisés sur l'économie* 8/2: 84–91. <www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2010-2-page-84.htm> [19.02.2019]

Ghisalberti, Alessandra

2011 Migrations, environnement et conflits fonciers en Afrique de l'Ouest. *L'information géographique* 75/3: 23–41. <www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2011-3-page-23.htm> [19.02.2019]

Gonin, Patrick, et Véronique Lassailly-Jacob

2002 Les réfugiés de l'environnement. Une nouvelle catégorie de migrants forcés? *Revue européenne des migrations internationales* 18/2: 139–160.

Grenand, Pierre

1980 L'ethnohistoire, une méthode de recherche pour les sociétés à tradition orale. L'exemple des amérindiens de Guyane. *Équinoxe* 13: 47–58.

Halbwachs, Maurice

1997 La mémoire collective. (Éd. critique établie par G. Namer.) Paris: Albin Michel. (Bibliothèque de l'évolution de l'humanité, 28) [Nouv. éd., revue et augm.]

Henry, Jean

1951 Les bases théoriques des essais de paysannat indigène, entrepris par l'INEAC au Congo belge. Bruxelles: INEAC.

IGCB – Institut géographique du Congo belge

1958 Carte administrative et politique de la province Orientale, territoire d'Isangi. Léopoldville: Institut géographique Congo belge.

INEAC – Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge

1939 Rapport annuel pour l'exercice 1939, hors série 1940. Bruxelles : I.N.É.A.C.

1941 Rapport annuel pour les exercices 1940 et 1941, hors série 1942 et 1943. Bruxelles : I.N.É.A.C.

1956 Au service de l'agriculture congolaise : l'Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge (INEAC): son but, son programme, ses réalisations. Bruxelles : L'Institut. [3^e éd.]

INS – Institut national de statistique

1984 Recensement scientifique de la population: Haut-Zaire, Zones, Collectivités, Cités, Groupements, Quartiers. Gombe: INS.

Jurion, Floribert et Jean Henry

1967 De l'agriculture itinérante à l'agriculture intensifiée. Bruxelles: INEAC.

Kemajou Jacques Pokam Wadja et William D. Sunderlin

1999 L'impact de la crise économique sur les populations, les migrations et le couvert forestier du Sud-Cameroun. Jakarta: CIFOR. (Occasional Paper, 25). <http://www.cifor.org/publications/pdf_files/OccPapers/OP-25.pdf> [19.02.2019]

Likaka, Osumaka

1998 Colonisation et construction d'identités. L'administration belge et l'identité Mbole, 1910–1960. *Revue française d'histoire d'outre-mer* 85/321: 27–41.

Malengreau, Guy

1952 Les lotissements agricoles au Congo Belge. *Bulletin Agricole du Congo Belge* 43/1: 193–242.

Marguerat, Yves

1983 Les migrations en Afrique noire (campagnes et villes). Conférence aux professeurs de géographie, du juillet 1983, Centre ORSTOM de Lomé. Lomé : ORSTOM. <http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/b_fdi_02-03/03030.pdf> [14.03.2019]

Moeller, A.

1936 Les grandes lignes des migrations des Bantous de la Province Orientale du Congo belge. Bruxelles: Librairie Falk fils; Georges van Campenhout. (Institut Royal Colonial Belge; Mémoires, 6)

Mogba, Zéphirin, et Mark S. Freudenberger

1998 Les migrations humaines dans les aires protégées de l'Afrique Centrale. Cas de la réserve spéciale de Dzanga-Sangha. Washington: World Wildlife Fund-US.

Mogba, Zéphirin, Mark S. Freudenberger, Henri Zana et Monique Missoso

1997 Migrations Humaines et leurs Impacts sur la Conservation des Ressources Naturelles dans la Réserve de

Dzanga-Sangha: Etude de Cas de l'Economie de Diamant à Ndéléngué, République Centrafricaine. Washington: World Wildlife Fund-US.

Monongo, Moleko Mumba

1983 L'Institut National pour l'Étude Agronomique au Congo (INEAC) et l'organisation de l'espace dans la région de Yangambi (1934–1960). Lubumbashi. [Mémoire de licence, Université de Lubumbashi]

Moreau, Alain, Marie-Cécile Dedianne, Laurent Letrilliart, M.-F. Le Goaziou, Jacques Labarère et Jean Louis Terra

2004 Méthode de recherche. S'approprier la méthode du focus group. *Revue du praticien – médecine générale* 18/645: 382–384.

Mounkaila, Harouna

2002 De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda (Niger). *Revue européenne des migrations internationales* 18/2: 161–187. <<https://journal.s.openedition.org/remi/1662>> [19.02.2019]

Olivier de Sardan, Jean-Pierre

1984 Les sociétés songhay-zarma (Niger-Mali). Chefs, guerriers, esclaves, paysans. Paris: Éd. Karthala.

Pontié, Guy

1979 La contestation par la migration (le cas des Guiziga du Nord-Cameroun). *Cahiers O.R.S.T.O.M.* (Sér. Sci. Hum., 16/1–2): 111–127.

RDC – République Démocratique du Congo

2005 Aperçu sur le MAB en RDC. Kinshasa: Ministère de l'environnement, conservation de la nature, eaux et forêts.

Sidibé, Mamady

2002 Entre le Saloum et la forêt de Pata. Mobilité des migrants, intégration des espaces. *Revue européenne des migrations internationales* 18/2: 189–207. <<https://journals.openedition.org/remi/2640>> [19.02.2019]

Trudel, François

2002 De l'ethnohistoire et l'histoire orale à la mémoire sociale chez les Inuits du Nunavut. *Anthropologie et Sociétés* 26/2–3: 137–159. <<http://id.erudit.org/iderudit/007052ar>> [19.02.2019]

Van Wambeke, A. et C. Ervard

1954 Carte des Sols et de la Végétation du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, 6: Yangambi, planchette 1: Weko. Notice explicative. Bruxelles : INEAC.

Vansina, Jan

1987 Vers une histoire des sociétés mongo. *Annales Aequatoria* 8: 9–57.

Ville de Yangambi

2015 Rapport annuel. Exercice 2015. Tableau synoptique de recensement de la population, statistique par entité. Yangambi.

Vlassenroot, Koen, and Christopher D. Huggins

2004 Land, Migration, and Conflict in Eastern D. R. Congo. *Eco-Conflicts* 3/4: 1–4.

Walle, Sombo Bolene

1990 Les migrations des peuples du Bas Lomami (Haut-Zaire) du 17^e au 18^e siècle. *Annales Aequatoria* 11: 9–45.